

## Au Journal officiel du 1er au 7 avril 2017

### Au Journal officiel du 1er au 7 avril 2017

10/04/2017

#### Au Journal officiel du 1er au 7 avril 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

##### Au JO du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

- Arrêté du 28 mars 2017 relatif à la **demande de permis de conduire**. – *Modification de l'arrêté du 29 juin 1992 et de l'arrêté du 20 avril 2016 . – Voir également CNIL, délibération n° 2017-096 du 23 mars 2017 ;*
- Décret n° 2017-460 du 30 mars 2017 autorisant la **société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Guadeloupe à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire**.

##### Au JO du 2 avril 2017 :

- Décret n° 2017-461 du 31 mars 2017 relatif à **l'annexe II à la partie 3 réglementaire du Code des transports concernant le contrat type applicable aux transports publics routiers de marchandises pour lesquels il n'existe pas de contrat type spécifique**. – *Modification du Code des transports. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2017 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-463 du 31 mars 2017 portant **application de l'article 3 bis de la loi du 7 juin 1951 relative à l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique** ;
- Décret n° 2017-465 du 31 mars 2017 relatif aux **déclarations de situation patrimoniale des membres du Conseil supérieur de la magistrature**. – *Modification du décret n° 94-199 du 9 mars 1994 ;*
- Décret n° 2017-468 du 31 mars 2017 autorisant la **société d'aménagement foncier et d'établissement rural Auvergne-Rhône-Alpes à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire**. – *Abrogation du décret du 14 juin 2013 et du décret n° 2011-715 du 22 juin 2011 ;*
- Arrêté du 31 mars 2017 portant fixation du **document type de la déclaration publique d'intérêts mentionnée à l'article L. 1451-1 du Code de la santé publique** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 390810 du 15 mars 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : *Annulation partielle de l'arrêté du 31 mars 2015 ;*

- 
- **Décision nos 396835 et 396837 du 17 mars 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : *Annulation partielle des arrêtés du 24 décembre 2015* ;
  - **Décision nos 397362 et 397531 du 17 mars 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : *Annulation partielle de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015* ;
  - **Décision nos 395326 et 396025 du 20 mars 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : *Annulation de l'arrêté du 4 septembre 2015 et des dispositions des 1°, 10° à 13° et 16° à 18° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2015*.

**Au JO du 4 avril 2017 :**

- Arrêté du 9 mars 2017 modifiant l'arrêté du 17 avril 2014 portant création d'un **téléservice dénommé « Chorus Portail Pro » permettant la gestion des mémoires de justice**. – *Modification de l'arrêté du 17 avril 2014* ;
- Arrêté du 27 mars 2017 relatif au **formulaire de déclaration de mise en location de logement** ;
- Arrêté du 27 mars 2017 relatif au **formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location de logement**.

**Au JO du 5 avril 2017 :**

- Décret n° 2017-471 du 3 avril 2017 relatif à **la mise en œuvre du Règlement sanitaire international**. – *Modification du Code de la santé publique*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 6, II)* ;
- Décret n° 2017-472 du 3 avril 2017 **modifiant les durées d'exonération de la participation des assurés relevant d'une affection de longue durée**. – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2017-473 du 3 avril 2017 modifiant le décret n° 2016-1899 relatif à **la mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné et au financement du compte personnel de formation des travailleurs handicapés**. – *Modification du Code du travail*.

**Au JO du 7 avril 2017 :**

- Ordonnance n° 2017-484 du 6 avril 2017 relative à **la création d'organismes dédiés à l'exercice de l'activité de retraite professionnelle supplémentaire et à l'adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rente**. – *Modification du Code des assurances, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité, du Code de la sécurité sociale, du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code général des impôts, de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et de l'ordonnance n° 2006-344 du 23 mars 2006*. – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières* ;
- Décret n° 2017-483 du 6 avril 2017 relatif aux **activités de transport public particulier de personnes et actualisant diverses dispositions du Code des transports**. – *Modification du*

---

*Code des transports, du Code de commerce, du Code de l'artisanat et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 14, I) ;*

- Décret n° 2017-485 du 5 avril 2017 **modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs.** – *Modification du Code monétaire et financier ;*
- Décret n° 2017-486 du 5 avril 2017 relatif au **traitement et à la mise à disposition du public des données détaillées de comptage des gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel.** – *Modification du Code de l'énergie. – Voir également CNIL, délibération n° 2017-024 du 16 févr. 2017 ;*
- Décret n° 2017-487 du 6 avril 2017 **abrogeant l'article 654 bis du Code général des impôts.** – *Modification du Code général des impôts. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-493 du 6 avril 2017 **modifiant le Code de justice administrative (partie réglementaire).** – *Modification du Code de justice administrative ;*
- Décret n° 2017-495 du 6 avril 2017 portant **diverses dispositions relatives à l'organisation de la profession d'architecte.** – *Modification du décret n° 77-1481 du 28 décembre 1977 et du décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Avis du Conseil d'État n° 405797 du 31 mars 2017** : loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, article 37-1

**La Rédaction Législation**

© LexisNexis SA